

Référence de l'affaire : 435223

**Extension de l'EHPAD du Larmont
10, rue Jules Grévy - 25300 DOUBS**

<u>Maitre d'Ouvrage :</u> Centre Hospitalier Intercommunal Haute-Comté 2 Faubourg Sainte- Etienne 25300 PONTARLIER	<u>Maitre d'Œuvre :</u> ARCHITECTES DESIGNER ASSOCIES 21 Avenue Thurel 25000 BESANCON - Tel : 03 84 47 13 62 secretariat@adplusarchitecture.fr
<u>OPC :</u> HOMM SASU 8 en Vallot – Grusse 39190 VAL-SONETTE	<u>Coordonnateur SPS :</u> BLONDEAU INGENIERIE 30 avenue Villarceau 25000 BESANCON Tél : 03.81.81.69.19

**PLAN GENERAL DE COORDINATION
EN MATIERE DE SECURITE
ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

Indice	Date	Modifications
0	29/08/2024	Etablis sur la base du PRO, avant consultation des entreprises.
1	17/10/2024	Modification de l'allotissement

Document comprenant : 20 pages.

SOMMAIRE

1 AVANT PROPOS	4
1.1 PGCSPS (Définition)	4
1.2 PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1.3 PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES	5
1.4 MISSION DU COORDONNATEUR	5
2 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS	6
2.1 PRESENTATION DU PROJET	6
2.1.1 Adresse – Nom de l’opération.....	6
2.1.2 Descriptif sommaire	6
2.1.3 Délais	6
2.2 INTERVENANTS.....	6
2.2.1 PAC (Participants à l’Acte de Construire)	6
2.2.2 Organismes de prévention	7
2.2.3 Concessionnaires	7
2.3 LISTE DES LOTS	7
3 ORGANISATION DES SECOURS	9
4 ORGANISATION GENERALE	10
4.1 ACCES.....	10
4.1.1 Définitions	10
4.1.2 Plan de circulation pour accéder au chantier, y compris signalisation d’accès	10
4.1.3 Circulation des piétons	11
4.2 CLOTURE	12
4.2.1 Position, type, portails, (nbre), entretien, fermetures, signalisation, éclairage	12
4.3 CONTROLE D’ACCES.....	12
4.3.1 Responsable (ouverture, fermeture...).....	12
4.3.2 Badges	12
4.3.3 Conditions d’accès et d’accueil + signalisation	12
4.4 CIRCULATIONS INTERIEURES	13
4.4.1 Circulations (VL, PL, Engins, Piétons...).....	13
4.4.2 Parkings, stationnements	13
4.4.3 Signalisation.....	13

4.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER	13
4.5.1 Cantonnement.....	14
4.5.2 Branchements chantier	15
4.5.3 Conditions d'enlèvement des déchets	15
4.6 PLANNING PHASAGE	15
4.6.1 Planning contractuel.....	15
4.6.2 Mode opératoire général	15
4.6.3 Contraintes d'approvisionnements	16
4.7 CONTRAINTES LIEES AU SITE	16
4.7.1 Réseaux enterrés.....	16
4.7.2 Voisinage	16
4.7.3 Permis de feu.....	16
4.8 MANUTENTIONS ET APPROS.....	16
4.9 PROTECTIONS COLLECTIVES	17
4.9.1 Principes généraux	17
4.9.2 Echafaudages collectifs	17
4.9.3 Garde-corps, protection des trémies, réservation... ..	17
4.9.4 Protection des tranchées	18
4.9.5 Protection en toiture.....	18
4.10 PROTECTIONS INDIVIDUELLES.....	18
5 INTERFERENCES / CO-ACTIVITES	19
5.1 GESTION DES ALEAS	19
5.2 SALUBRITE DU CHANTIER.....	19
6 DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR CORPS	20
D'ETAT	20
6.1 HABILITATIONS, PERMIS ET AUTORISATIONS SPECIFIQUES.....	20
7 P P S P S.....	21

1 AVANT PROPOS

1.1 PGCSPPS (Définition)

Le plan général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence ou de la succession, des activités des différents intervenants sur le chantier. Il répond aux exigences de la loi 93-1418 du 31/12/93 et son décret du 26/12/94.

Il constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

1.2 PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

- éviter les risques ;
- évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- combattre les risques à la source ;
- adapter le travail à l'homme ;
- tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui est moins dangereux ;
- planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
- prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Obligation des entreprises :

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie et autres.

Chaque représentant des entreprises sur le site, doit d'une part signer les observations du Coordonnateur avec réponse éventuelle de leur part, d'autre part, respecter les directives du présent PGC.

Les PPSPS devront être établis et diffusés au Coordonnateur 30 jours avant le début des travaux.

1.3 PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES

Décret du 20/03/1979 : Formation à la sécurité

Décret du 03/09/1992 : Manutention manuelle

Loi du 31/12/1993 n°93-1418 : Chantiers temporaires et mobiles

Décret du 26/12/1994 n° 94-1159 : Intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil

Loi du 31/12/1991 n° 91-1414 : Equipements de travail, moyens de protection

Décrets :

- 92-765
- 766
- 767
- 768
- 93-40
- 93-41

Circulaire D.R.T. du 22/09/1993 n° 93-22

Instruction D.R.T. du 18/03/93 n° 93-13

Dispositions Générales

Recommandations CRAM

Décret du 08/01/65

Décret du 14/11/88 (Electricité)

Décret n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004 (échafaudage, cordes et échelles)

1.4 MISSION DU COORDONNATEUR

- Le Coordonnateur SPS doit informer le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies dans le PGC parallèlement à son inscription dans le registre journal de la coordination de sécurité.
- En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le Coordonnateur SPS doit prendre ou faire prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.
- Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.
- La notification de ces arrêts est consignée au Registre Journal de la Coordination et une information est faite par fax au Maître de l'ouvrage et au Maître d'œuvre dans les 2 heures. Les reprises du travail sont décidées par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre.
- Tout différent entre le Coordonnateur SPS et l'un des intervenants fera l'objet d'une ou plusieurs réunions de conciliation entre les intéressés.
- **En cas de désaccord, il est soumis à l'arbitrage du Maître d'Ouvrage.**
- Le Coordonnateur SPS a libre accès en toute heure et en tout lieu du chantier, y compris dans l'enceinte des installations de chantier des entreprises intervenantes à l'opération.
- Le Coordonnateur a autorité, dans le cadre de l'exercice de ses missions, pour convoquer tout intervenant notamment pour entretiens, réunions de travail, visites du chantier...

2 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

2.1 PRESENTATION DU PROJET

2.1.1 Adresse – Nom de l’opération

10, rue Jules Grévy 25300 DOUBS – Extension de l’EHPAD du LARMONT

2.1.2 Descriptif sommaire

Les travaux comprennent la rénovation des chambres du bâtiment F et l’extension de celui-ci.

2.1.3 Délais

Le délai de chantier est de 11 mois dont 3 mois de préparation.

2.2 INTERVENANTS

2.2.1 PAC (Participants à l’Acte de Construire)

<u>Maitre d’Ouvrage :</u> Centre Hospitalier Intercommunal Haute-Comté 2 Faubourg Sainte- Etienne 25300 PONTARLIER	<u>Maitre d’Œuvre :</u> ARCHITECTES DESIGNER ASSOCIES 21 Avenue Thurel 25000 BESANCON - Tel : 03 84 47 13 62 secretariat@adplusarchitecture.fr
<u>OPC :</u> HOMM SASU 8 en Vallot – Grusse 39190 VAL-SONETTE	<u>Coordonnateur SPS :</u> BLONDEAU INGENIERIE 30 avenue Villarceau 25000 BESANCON Tél : 03.81.81.69.19

2.2.2 Organismes de prévention

DIRECCT	Cité Administrative Place Jean Cornet 25000 BESANCON	Tél : 03.81.21.13.13
CARSAT	38 rue de Cracovie 21044 DIJON Cedex	Tél : 03.80.70.52.67
OPPBTP	6 rue St John PERSE 21000 DIJON	Tél : 03.80.78.95.20
Médecine du Travail	3 Chemin des Cuiseniers 25000 BESANCON	Tél : 03.81.51.16.55

2.2.3 Concessionnaires

Mairie	6 Grande Rue 25300 Doubs	Tél : 03.81.46.51.40
Service des eaux	CCGP 22 rue Pierre Dechanet 25300 PONTARLIER	Tél : 03.81.39.40.02
ENEDIS		Tél : 0810.33.31.25
URGENCE GAZ		Tél : 02.47.85.74.44

2.3 LISTE DES LOTS

Lot 01 : TERRASSEMENT - VRD
Lot 02 : DEMOLITION – GROS ŒUVRE
Lot 03 : CHARPENTE
Lot 04 : COUVERTURE ETANCHEITE
Lot 05 : ENDUITS DE FACADE
Lot 06 : METALLERIE SERRURERIE
Lot 07 : MENUISERIES EXTERIEURES
Lot 08 : CLOISONS DOUBLAGES PEINTURES NETTOYAGE
Lot 09 : PLAFONDS SUSPENDUS
Lot 10 : MENUISERIES INTERIEURES
Lot 11 : REVETEMENTS DE SOLS DURS
Lot 12 : REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES
Lot 13 : ELECTRICITE COURANT FAIBLES APPELS INFIRMIERES
Lot 14 : CHAUFFAGE VENTILATION CLIM. SANITAIRE DESENFUMAGE

Désignation des sous-traitants :

- Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le **Maître d’Ouvrage** dans les conditions prévues à l’article du C.C.A.P.
- Elles devront établir au même titre que l’entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.)

- **Les entreprises sous-traitantes** devront obligatoirement avant toute intervention sur le site effectuer avec le **Coordinateur SPS une Inspection Commune** conformément à la Législation en vigueur.

Cas particulier :

- Interventions ponctuelles

Peuvent être considérées comme interventions ponctuelles l'utilisation de grues mobiles pour des périodes très courtes (déchargement ou déplacement de matériel/matériaux).

Dans ces cas, le prestataire de service ou le fournisseur ne sont pas considérés comme des sous-traitants.

3 ORGANISATION DES SECOURS

TOUT TEMOIN D'ACCIDENT DOIT

1 - S'ASSURER QU'IL N'Y A PLUS DE DANGER

2 - ALERTE UN SECOURISTE

Sous les instructions du secouriste

3 - PREVENIR LES SECOURS EN COMPOSANT LE **15** ET EN INDIQUANT :

- LE TYPE D'ACCIDENT (Chute de hauteur, brûlure, électrisation, etc...)
- LE NOM DE L'ENTREPRISE
- LE NUMERO DU POSTE D'APPEL :
- LE LIEU DE L'ACCIDENT :
- LE POINT DE RALLIEMENT :

NB : LE POINT DE RALLIEMENT EST FIXE

- LES RENSEIGNEMENTS SUR L'ETAT DE L'ACCIDENTE

4 - ENVOYER QUELQU'UN AU POINT DE RALLIEMENT POUR ACCUEILLIR LES SECOURS ET LES GUIDER JUSQU'AU LIEU DE L'ACCIDENT

CONSIGNES PARTICULIERES

- NE PAS COUPER LA COMMUNICATION AVEC LES SECOURS ATTENDRE QUE VOTRE CORRESPONDANT RACCROCHE
- LAISSER QUELQU'UN AUPRES DU TELEPHONE POUR REpondre A UN EVENTUEL APPEL DES SECOURS JUSQU'A LEUR ARRIVEE.

4 ORGANISATION GENERALE

4.1 ACCES

4.1.1 Définitions

Chantier	Accès
Extension de l'EHPAD du LARMONT	Accès par le portail Rue Jules Grevy

Les entreprises devront exclusivement emprunter cet itinéraire d'accès.
Ces voies devront être entretenues par le Lot 02 : DEMOLITION – GROS ŒUVRE pendant toute la durée des travaux de tous les corps d'état.

4.1.2 Plan de circulation pour accéder au chantier, y compris signalisation d'accès

La signalisation sera mise en place par le Lot 02 : DEMOLITION – GROS ŒUVRE, suivant la réglementation en vigueur.

Lors de la sortie des véhicules de chantier sur la voie publique ceux-ci doivent impérativement être exempts de boue. A cet effet, le Lot 02 : DEMOLITION – GROS ŒUVRE mettra en place et entretiendra un débourbeur en sortie de chantier jusqu'à la réalisation des voies de circulation définitive.

L'entretien de la voie publique reste à la charge de l'entreprise titulaire du Lot 02 : DEMOLITION – GROS ŒUVRE, puis prise en compte au prorata après le départ de cette entreprise.

Chaque phase de chantier sera totalement clôturée à la charge de l'entreprise titulaire du Lot 02 : DEMOLITION – GROS ŒUVRE

L'implantation de cette barrière devra correspondre au plan d'installation, qui sera établi en tenant compte des phases de travaux (voir plans de phasage réalisé par MOE en phase de préparation du chantier), par l'entreprise titulaire du Lot 02 : DEMOLITION – GROS ŒUVRE et soumis au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, au responsable de l'établissement et au SPS avant le démarrage de l'installation de cette clôture.

L'entretien de ces clôtures et leur remise en état éventuelle est à la charge de l'entreprise titulaire du Lot 02 : DEMOLITION – GROS ŒUVRE puis prise en compte au prorata après le départ de cette entreprise.

Les portillons pour piétons seront du même type. La fermeture et l'ouverture seront à la charge de l'entreprise titulaire du Lot 02 : DEMOLITION – GROS ŒUVRE

Lors des travaux dans des bâtiments partiellement occupés par les élèves ou personnel, un cloisonnement étanche à la poussière sera mis en place entre la zone chantier et la zone en activité.

Des cheminements sécurisés et exclusivement dédiés à ces zones devront également être mis en place (tunnel en contreplaqué, etc).

Un balisage pour une meilleure visibilité devra être prévu.

4.1.3 Circulation des piétons

Une signalisation devra être maintenue durant la durée du chantier par le Lot 02 :
DEMOLITION – GROS ŒUVRE

4.2 CLOTURE

4.2.1 Position, type, portails, (nbre), entretien, fermetures, signalisation, éclairage

Le chantier sera totalement clôturé, par des barrières Type HERAS d'une hauteur de 2,00 mètre, sur l'ensemble de l'emprise des zones de stockage et de bennes à déchets, celle-ci seront bridées entre elles.

La clôture de chantier comprendra un portail à deux vantaux ouvrants de 4 mètres de largeur, avec serrure de sécurité.

Le plan d'installation de chantier comportant ces clôtures sera soumis au Maître d'ouvrage et au responsable d'établissement, pour approbation et information aux usagers de l'établissement.

L'entretien de ces clôtures et leur remise en état éventuelle est à la charge de l'entreprise titulaire du Lot 02 : DEMOLITION – GROS ŒUVRE

4.3 CONTROLE D'ACCES

4.3.1 Responsable (ouverture, fermeture...)

L'ouverture et la fermeture du chantier seront assurées par :

- Le Lot 02 : DEMOLITION – GROS ŒUVRE sur la durée de son intervention.
- Le Lot 04 : COUVERTURE ETANCHEITE sur la durée de son intervention.
- Le Lot 07 : MENUISERIES EXTERIEURES sur la durée de son intervention.
- Le lot 08 : CLOISONS DOUBLAGES PEINTURE NETTOYAGE jusqu'à la fin du chantier

Horaires de travail :

A définir avec le responsable d'établissement au démarrage du chantier.

Sauf autorisation exceptionnelle en cas d'urgence. Prévenir le maître d'ouvrage pour toute intervention hors de ces horaires

4.3.2 Badges

Sans Objet.

4.3.3 Conditions d'accès et d'accueil + signalisation

Il n'est pas prévu de gardiennage de chantier.

Seules les personnes habilitées pourront accéder au chantier, les intérimaires seront enregistrés sur le registre du personnel, informés et formés des risques liés à leur fonction.

4.4 CIRCULATIONS INTERIEURES

4.4.1 Circulations (VL, PL, Engins, Piétons...)

Les voies de circulation des véhicules entreprise seront maintenues en bon état durant la durée du chantier par le LOT 02 DEMOLITION - GROS OEUVRE

Les engins et camions de transport doivent impérativement être équipés de Klaxon de recul.

4.4.2 Parkings, stationnements

Les zones de stationnement et de parking seront matérialisées sur le PIC (Plan d'Installation de Chantier).

Ce plan devra être validé par le Coordonnateur SPS et le Maître d'Ouvrage.

4.4.3 Signalisation

Signalisation des accès :

Des panneaux « chantier interdit au public » et « port du casque obligatoire » seront posés à chaque accès de la zone de chantier.

Signalisation des zones de stockage :

Les zones de stockages seront matérialisées sur le PIC (Plan d'Installation de Chantier) et balisées sur le chantier.

Signalisations des points particuliers :

Tous les points présentant un risques seront balisés, notamment les tranchées lors des travaux de VRD.

4.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER

4.5.1 Cantonnement

La mise en place de l'ensemble des cantonnements sera à la charge du Lot 02 : DEMOLITION – GROS ŒUVRE.

Locaux direction de chantier :

Un local de 25 m², servant de salle de réunion et de présentation des échantillons sera implanté dans l'emprise du chantier, ce local devra être équipé de table et de chaises en nombre suffisant pouvant accueillir 20 personnes et sera chauffé durant la période hivernale. Il sera équipé d'armoires de rangement fermant à clé destinées aux dossiers et échantillons ainsi que d'un tableau d'affichage. Il sera éclairé, et équipé de casques pour les visiteurs.

Locaux sanitaires :

Deux locaux sanitaires (Homme + Femme) seront mis en place dans la zone chantier pour les entreprises. L'entretien de ces locaux, le remplissage des distributeurs à savon et le remplacement des moyens d'essuyage sont à la charge du Lot 02 : DEMOLITION – ŒUVRE.

Local réfectoire :

Un local réfectoire permettant d'accueillir 20 personnes sera implanté dans l'emprise du chantier. Ce local sera équipé de table et de chaises en nombre suffisant pour accueillir 20 personnes et sera chauffé durant la période hivernale. Il disposera également de 2 éviers, 2 réfrigérateurs et 2 micro-ondes.

Vestiaires :

Un vestiaire avec armoires et patères en nombre suffisant pour l'accueil de 20 personnes (chauffé et éclairé) sera mis en place sur le site de travaux.

L'entretien quotidien des locaux base vie reste à la charge du Lot 02 : DEMOLITION – GROS ŒUVRE.

4.5.2 Branchements chantier

Electricité, branchements, éclairage, distribution int. Cantonnements :

Le Lot 06 : ELECTRICITE devra fournir une attestation de consignation des réseaux à l'entreprise chargée des démolitions avant le démarrage des travaux.

Le branchement principal est à la charge du Lot 02 DEMOLITION – GROS ŒUVRE.

Les branchements secondaires seront assurés par le Lot 13ELECTRICITE, à l'aide d'armoires de distribution avec arrêt d'urgence.

Les coffrets de chantier seront disposés de telle sorte qu'aucun poste de travail ne soit distant de plus de 20 mètres de ces coffrets. Ces installations seront contrôlées par un organisme agréé, les rapports de vérification seront disponibles sur le chantier.

Le Lot 13 : ELECTRICITE prévoira l'éclairage des circulations horizontales et verticales.

Assainissement et eau potable :

Les branchements provisoires en eau potable et assainissement du chantier (cantonnements, sanitaires secondaires et points d'eau) seront à la charge du Lot 02 DEMOLITION – GROS ŒUVRE

Les rejets de produits de lavage, de vidange des lubrifiants ou carburants dans les réseaux d'écoulement existants ou dans l'environnement sont interdits formellement.

4.5.3 Conditions d'enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable de l'enlèvement journalier de ses déchets.

Aucun déchet ne devra joncher le sol.

En cas de carence, le Maître d'Œuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir aux frais de l'ensemble des entreprises, une société de nettoyage extérieure.

4.6 PLANNING PHASAGE

4.6.1 Planning contractuel

Un planning sera établi et transmis aux entreprises par l'OPC.

4.6.2 Mode opératoire général

Les entreprises devront définir dans leur PPSPS, les mesures qu'elles souhaitent mettre en œuvre pour réaliser leurs travaux. Leurs modes opératoires et moyens de prévention.

4.6.3 Contraintes d'approvisionnements

Les titulaires de chaque lot devront informer ses fournisseurs et transporteurs des différents accès de chantiers. Les horaires de livraison seront définis conjointement avec le chef d'établissement, ils devront être scrupuleusement respectés.

4.7 CONTRAINTES LIEES AU SITE

4.7.1 Réseaux enterrés

Avant toute intervention, un repérage des réseaux, ainsi que les vannes d'isolement sera réalisé en présence des concessionnaires.

Lorsque les travaux doivent être effectués au voisinage de canalisations ou de réseaux souterrains, le parcours de ceux-ci doit être balisé de façon visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures...

4.7.2 Voisinage

Les travaux sonores devront respecter la réglementation en vigueur.

Pour délimiter la zone chantier, les portes de communications des circulations seront équipées de barillet de chantier par le Lot 08 : CLOISONS PEINTURE DOUBLAGES NETTAOYAGE et fermées hermétiquement pendant toute la durée du chantier.

La voie pompier en périphérie du site devra rester accessible pour les services de secours.

4.7.3 Permis de feu

Une demande de permis de feu devra être sollicitée auprès du responsable d'établissement. L'entreprise devant effectuer des travaux par point chaud, sera seule responsable des rondes de sécurité obligatoires à la fin des travaux et en fin de journée.

Des extincteurs appropriés, seront disponibles à charge de l'entreprise à proximité immédiate des travaux.

4.8 MANUTENTIONS ET APPROS

- Privilégier toutes les manutentions mécaniques avec leur moyen approprié.

- Les matériaux seront conditionnés en palette, conteneur, ou fardeau.
- Chaque chauffeur d'engin devra posséder une autorisation de conduite.
- Il n'est pas prévu la mise en commun des moyens de levage entre les différents intervenants du marché de travaux qui s'inscrivent dans le cadre de l'opération.
- Afin de prévenir les risques qui pourraient naître d'une éventuelle interférence entre les engins de levage de différents marchés de travaux, l'entrepreneur communiquera au plus tôt au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS le plan où figurent les jours d'évolution des différents appareils de levage qu'il compte mettre en œuvre.

4.9 PROTECTIONS COLLECTIVES

4.9.1 Principes généraux

- La protection collective sera préférée à la protection individuelle.

Les entreprises titulaires devront fournir un responsable de chantier ainsi qu'un numéro de téléphone joignable 24h/24, 7j/7j, en cas de défaillance des protections collectives, et de sa maintenance.

- Les protections collectives sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.
- Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivant :
 1. Après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux
 2. Après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet
 3. Après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.

4.9.2 Echafaudages collectifs

Une convention d'utilisation devra être mise en place entre les différents utilisateurs de l'échafaudage et l'entreprise propriétaire.

Tout échafaudage mis à disposition d'autres lots devra être vérifié par un organisme de contrôle indépendant. Le procès verbal de ce contrôle devra être remis au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS. Il devra également être affiché sur l'échafaudage concerné.

4.9.3 Garde-corps, protection des trémies, réservation...

Le Lot 02 DEMOLITION – GROS ŒUVRE aura à sa charge la mise en place des gardes de corps sur tout ouvrage présentant un risque de chute de hauteur (rive de dalle, trémie

d'escalier, réservations...). La remise en place en cas de défaut incombe au Lot 02
DEMOLITION – GROS ŒUVRE

Chaque entreprise qui dépose des garde-corps ou autres protections collectives est tout de même tenue de la remettre en place une fois la tâche nécessitant le retrait de la protection réalisée.

4.9.4 Protection des tranchées

Lors des travaux de terrassement et de VRD, le Lot 01 : TERRASSEMENT VRD a la charge de mettre en place le balisage (2 rangs de rubalise, filet orange/rouge ou barrière TP) pour signaler les terrassements réalisés ainsi que des blindages ou un talutage si la profondeur de terrassement excède 120 centimètres.

Le Lot 02 DEMOLITION – GROS ŒUVRE devra également mettre en place des accès provisoires sécurisé (escaliers, échelles, passerelles, rampes...) si ses terrassements se trouvent dans les zones de passage du chantier.

Le remblaiement périphérique devra être effectué avant les démarrages des lots :

03 CHARPENTE

04 COUVERTURE ETANCHEITE

05 ENDUITS DE FACADES

4.9.5 Protection en toiture

Les Lots 03 CHARPENTE , 04 COUVERTURE ETANCHEITE devront mettre en place au démarrage de leurs interventions les protections collectives en périphérie de toiture et les filets sous toiture jusqu'à la réalisation de l'ensemble des travaux en toiture.

4.10 PROTECTIONS INDIVIDUELLES

Les entreprises sont responsables de leurs risques propres.

Elles devront donc veiller à ce que leurs personnels et leurs sous-traitants portent les EPI nécessaire à leurs protections pour les différentes tâches à réaliser.

Le Coordonnateur SPS pourra en cas de Danger Grave et Imminent (DGI) interdire le poste de travail et ceux à proximité tant que le DGI perdurera.

5 INTERFERENCES / CO-ACTIVITES

5.1 GESTION DES ALEAS

En cas de problème entre les entreprises, une conversation sera engagée.

Dans le cas de changement d'un mode opératoire, l'entreprise fournira une annexe à son PPSPS avant son intervention. Le nouveau mode opératoire devra être harmonisé par le Coordonnateur.

Le planning et phasage des travaux devront impérativement éviter les travaux superposés à risques.

Dans le cas où des phasages ne seraient pas respectés pour des raisons inconnues à ce jour, des protections supplémentaires seront demandées par le Coordonnateur.

5.2 SALUBRITE DU CHANTIER

Les entreprises devront tenir le chantier en bon état de propreté et de salubrité.

Le 02 DEMOLITION GROS ŒUVRE devra s'assurer du nettoyage et de la désinfection quotidienne des blocs sanitaires.

Le matériel sera correctement rangé et n'encombrera pas la zone chantier.

Dans le cas où le chantier ne serait pas nettoyé régulièrement, le Maître d'Œuvre, sur son initiative ou à la demande du Coordonnateur, si la sécurité du chantier est mise en cause, se réserve le droit de faire intervenir une entreprise à la charge de l'entreprise déficiente.

6 DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR CORPS D'ETAT

6.1 HABILITATIONS, PERMIS ET AUTORISATIONS SPECIFIQUES

Toute personne intervenant sur des appareils, des engins ou du matériel sur lequel une habilitation est demandée, devra à tout moment pouvoir la justifier.

Nota : Nouveau décret n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004, modification de la réglementation des travaux temporaires en hauteur.

Rappel des protections collectives et autres principales prestations dues par les entreprises.

Attention important

Les protections collectives devront rester en place jusqu'à la fin des travaux TCE.

Echelles

Les échelles seront munies de tampon caoutchouc en pied, seront attachées en tête et devront obligatoirement dépasser d'une longueur suffisante pour la zone à atteindre.

Nous rappelons que les échelles ne sont pas des postes de travail.

Balisage

Les entreprises effectuant des travaux en hauteur devront baliser leur zone de travail par la mise en place au sol de rubans de signalisation fixés sur des potelets lestés.

Amiante

Sans Objet.

7 P P S P S

- • Les entreprises devront participer à une inspection commune avec le Coordonnateur avant la remise de leur PPSPS.
- • L'entreprise titulaire du marché participera à une inspection commune avec le Coordonnateur dès sa désignation et sans attendre l'ordre de service.
- • Nous rappelons aux entreprises que le PPSPS doit être rédigé par le personnel d'encadrement de chantier et qu'il est spécifique à chaque chantier. Il doit comporter la liste nominative du personnel travaillant sur le chantier (lutte contre le travail clandestin).
- • L'intervention sur le chantier ne peut se faire qu'après harmonisation du PPSPS par le Coordonnateur.
- • Dans le PPSPS présenterons l'analyse des tâches et les modes opératoires qui sont à réaliser avec la mise en évidence des risques et des mesures prises par l'entreprise pour éliminer le risque.

Les différentes phases de travaux et les modes opératoires seront présentés sous forme de schémas.

- • Nous rappelons aux entreprises que le PPSPS doit être présent sur le chantier et qu'il doit être communiqué au personnel de chantier.
- • Avant intervention sur le chantier et après que le PPSPS ait été harmonisé par le Coordonnateur, l'entreprise organisera une réunion avec le personnel qui interviendra sur le chantier pour lire et commenter le PPSPS et le faire signer – le Coordonnateur sera informé de cette réunion et pourra y participer.

Obligations des prestataires de service :

- • Réalisation, avant toute intervention de l'accueil de ce prestataire par l'entreprise qui l'emploie et qui lui remet **les consignes générales de sécurité** établis pour l'opération.
- • S'agissant d'un fournisseur occasionnel, l'accueil pourra être remplacé, à minima, par l'inclusion dans le bon de commande **des consignes générales de sécurité, d'un plan d'accès au chantier et lieu de livraison assorti de toutes consignes utiles liés** à la nature même de la livraison.